

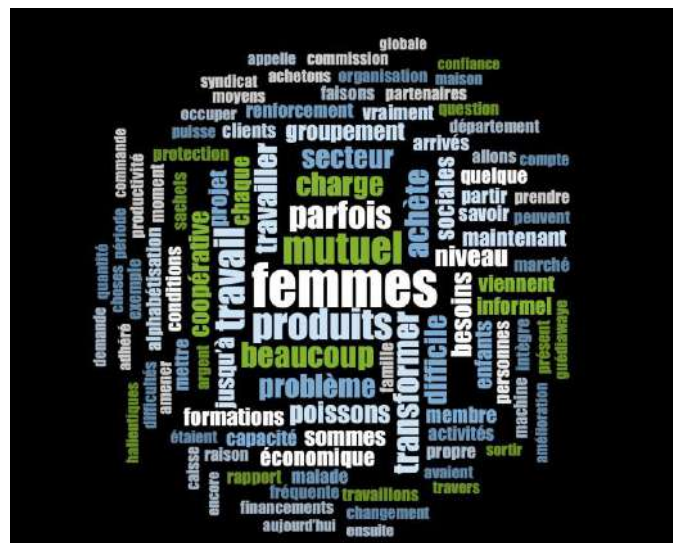


Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD)
Laboratoire de Recherche sur les Transformations
Économiques et Sociales (LARTES-IFAN)



Union Nationale des Syndicats Autonomes du Sénégal

Actions syndicales et travailleuses de l'économie informelle au Sénégal



Dr. Moustapha SEYE, socio-anthropologue

Rapport final

Ce rapport a été réalisé dans le cadre du projet « Favoriser le travail décent de personnes en situation de précarité »



Avec le soutien de :



Mai 2022

Sommaire

Introduction	4
Contexte	4
Méthodologie.....	6
Le travail de terrain	7
Profil des organisations de femmes	7
Conditions de travail et vulnérabilités des organisations de femmes.....	8
L'accès à la protection sociale.....	8
Demandes spécifiques à chaque organisation pouvant susciter l'intérêt syndical des organisations.....	9
Les études de cas des quatre organisations de femmes.....	11
La coopérative des femmes Tanneuses de Guédiawaye	12
Caractéristiques des membres.....	12
Conditions de travail et vulnérabilités des femmes	13
Accès à la protection sociale	14
Interactions avec l'UNSAS	15
Demandes pouvant susciter l'intérêt syndical.....	15
Le groupement des femmes transformatrices de Mbao.....	16
Caractéristiques des membres.....	16
Conditions de travail et vulnérabilités des femmes	18
Accès à la protection sociale	19
Interactions avec l'UNSAS et autres partenaires.....	20
Demandes pouvant susciter l'intérêt syndical.....	21
Le groupement des femmes transformatrices de produits halieutiques de Yenne	21
Caractéristiques des membres.....	21
Conditions de travail et vulnérabilités des femmes	22
Accès à la protection sociale	22
Interactions avec l'UNSAS et autres partenaires.....	23
Demandes pouvant susciter l'intérêt syndical.....	23
Le groupement des femmes transformatrices de céréales locales de Guédiawaye.....	24
Caractéristiques des membres.....	24
Conditions de travail et vulnérabilités des femmes	24
Accès à la protection sociale	26
Interactions avec l'UNSAS et autres partenaires.....	28
Demandes pouvant susciter l'intérêt syndical.....	28

<i>Discussion : de l'entrepreneuriat féminin au syndicalisme</i>	29
<i>Conclusion et recommandations</i>	31
<i>Bibliographie.....</i>	33

Introduction

L'Union Nationale des Syndicats Autonomes du Sénégal (UNSAS) est une confédération syndicale qui regroupe 55 syndicats de base et sections d'entreprise représentés dans beaucoup de secteurs de la vie économique, de l'éducation, la santé, les secteurs de l'énergie, de la communication, de la télécommunication, dans tous les secteurs de l'administration et le secteur informel. Elle a inscrit dans ces priorités des actions en faveur du secteur informel pour travailler à faire accélérer la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle. Dans sa stratégie syndicale de soutien au secteur informel, l'UNSAS est en train d'expérimenter des projets en faveur des populations vulnérables notamment les femmes entrepreneures et de renforcer leurs capacités de production avec des formations, l'équipement, la sensibilisation sur les bonnes attitudes pour éviter les risques de maladie et d'accident au travail. C'est une approche globale de la précarité auprès des populations cibles, qui intègre aussi la productivité, le renforcement des capacités productives, mais également la protection sociale. Le projet « favoriser le travail décent de personnes en situation de précarité » est une initiative dans ce sens à travers notamment deux volets que sont l'amélioration des organisations des femmes et le renforcement de leurs capacités. C'est un projet en collaboration entre L'UNSAS, la CFDT via l'Institut Belleville et l'ONG Essentiel.

Contexte

Au Sénégal, 97% des unités économiques sont des petites et moyennes entreprises et la majorité de ces entreprises sont dans le secteur informel (ANSD, 2018). Le pays compte environ 16,7 millions d'habitants (ANSD, 2020) avec une population en âge de travailler (15 ans et +) de 8 870 417 habitants, une population active (ceux qui cherchent activement du travail) de 6 711 209 habitants, des emplois au nombre de 5 863 530 habitants.

Les emplois décents représentent 535 000 dont 135 000 dans le secteur public et 400 000 dans le secteur privé formel. Les emplois précaires à consolider du secteur privé informel représentent 5 328 530. La population en âge de travailler augment à un rythme rapide. Les primo-entrants par an sont passés de 60 000 en 1980 à 300 000 en 2020. Si la tendance se maintient, les primo-entrants passeront à 500 000 demandeurs d'emploi par an à la prochaine décennie (Mbaye A. A. 2021)¹.

¹ Mbaye A. A., 2021. Quelle réponse politique à la lancinante question de l'emploi des jeunes sénégalais ? État des lieux et plan d'action opérationnel, Contribution de l'UCAD à l'emploi des jeunes, UCAD, 42 pages

Face à ce défi, l'entrepreneuriat semble être une solution notamment celui des femmes et des jeunes qui constituent les couches les plus vulnérables. Les femmes entreprennent parce qu'elles ont un rôle social et économique à jouer dans leur ménage. Le rapport 2017 de la Banque Africaine de Développement fait remarquer que les femmes en Afrique sont des agents économiques très dynamiques. Au-delà de leurs activités génératrices de revenus, elles sont les principaux leviers de l'économie domestique et du bien-être familial. Toutefois, l'entrepreneuriat dans le contexte africain est tributaire de beaucoup de contraintes. Ces contraintes sont relatives à l'environnement des affaires qui est assez variable selon les contextes mais aussi à l'inclusion financière et à l'environnement culturel.

Aujourd'hui, les pouvoirs publics ont mis en place plusieurs leviers de soutien à l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes. Parmi ces initiatives on peut citer la Délégation à l'Entrepreneuriat Rapide/des Femmes et des Jeunes (DER/FJ). La DER/FJ est une structure de l'État dédiée essentiellement aux financements des entrepreneurs femmes de 18 ans et plus et des jeunes hommes de 18 à 40 ans. Il a pour objectif principal de promouvoir l'entrepreneuriat en apportant aux jeunes et aux femmes du crédit et en renforçant leurs capacités. Parmi les priorités de l'État figure en bonne place la question de l'éducation financière des femmes avec un programme sur différents modules susceptibles de renforcer les capacités entrepreneuriales des femmes (budgétisation, l'épargne, la gestion des dettes, les services financiers, et les négociations financières)².

Il existe d'autres obstacles notamment l'inclusion financière des femmes. Il a été montré, dans le rapport 2016 de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie sur le Recensement Général des Entreprises au Sénégal, que les entrepreneurs sont les plus vulnérables et la majeure partie démarre ses activités avec moins de 100 000 f (ANSD, RGE, 2017 : 30). En plus de cette contrainte structurelle, les entrepreneurs sont victimes de l'asymétrie d'information : les femmes et les jeunes entrepreneurs ne maîtrisent pas les rouages du système financier ce qui rend complexe leur accès à des financements rapides et durables.

Aussi, les entrepreneurs ont moins accès aux banques qu'aux institutions de microfinances, aux Services Financiers Décentralisés (SFD) qui leur appliquent des taux de remboursement qui

² Guèye M. Education financière et retombées pour les SFD, Courrier du consommateur, numéro spécial, février 2019, P. 3.

frôlent l'usure.³ Les institutions de microfinance certes agissent selon les lois sur l'usure fixées dans l'UMOA⁴ mais elles fonctionnent avec des taux de remboursement pouvant dépasser les 20%⁵. Cette situation contribue à plomber leurs activités sur le court et le moyen termes. A tous ces facteurs structurels s'ajoute la lancinante question de la protection sociale des travailleurs du secteur informel.

L'État du Sénégal a fait des efforts considérables en mettant en œuvre d'importants filets sociaux⁶ et un Registre National Unique (RNU) pour rectifier les inégalités structurelles en faveur des couches défavorisées qui sont généralement dans le secteur informel et sont les plus exposées aux chocs. Cette nouvelle stratégie de travailler à partir d'une base commune pour tous les bénéficiaires des filets sociaux de l'État est gérée par la Délégation Générale à la Protection Sociale et à la Solidarité Nationale qui est une structure Trans-ministérielle logée à la présidence de la république pour mieux faire face aux défis intersectoriels.

Le concours de l'État devient ainsi inéluctable face aux inégalités créées par l'économie de marché pour rééquilibrer et apporter un soutien solidaire aux couches populaires les plus défavorisées. Toutefois, l'État n'est pas le seul acteur dans la lutte pour une généralisation de la protection sociale qui renvoie à un ensemble de dispositifs sociaux (logement, éducation, santé, emploi, revenu, etc.) dédiés à un groupe, une catégorie, une frange de la population pour leur permettre de faire face aux risques sociaux et aux difficultés de la vie.

Méthodologie

L'approche utilisée dans le cadre de cette évaluation est essentiellement qualitative. Elle a consisté à recueillir des données socio-économiques et organisationnelles auprès des femmes entrepreneures et de leurs organisations respectives. La production des données s'est faite au moyen de guides d'entretien individuel et de groupe, de focus group auprès des femmes et personnes ressources de l'UNSAS.

Les principales thématiques abordées avec les femmes ont porté sur 1) les caractéristiques

³ S'agissant du taux d'usure, il s'établit depuis janvier 2014 à 15% l'an pour les banques et 24% l'an pour les établissements financiers à caractère bancaire, les Systèmes Financiers Décentralisés et les autres agents économiques. Direction de la monnaie et du crédit, consulté le 09 mars 2022.

⁴ Union Monétaire Ouest Africaine

⁵ Cissé O. La microfinance est le secteur clé de l'inclusion financière au Sénégal, Courrier du consommateur, numéro spécial, février 2019, P. 8.

⁶ Bourse familiale, Couverture maladie universelle, carte d'égalité des chances,

socio-économiques des femmes, 2) les conditions de travail et les vulnérabilités, 3) l'accès à la protection sociale, 4) les défis d'organisation et les interactions avec L'UNSAS et autres partenaires. Pour les personnes ressources au sein de l'UNSAS, il s'agissait de revenir sur le contexte de mise en œuvre du projet de renforcement des capacités des organisations de femmes et d'identifier les leviers sur lesquels l'organisation compte s'appuyer pour que les actions syndicales trouvent une caisse de résonance auprès des femmes du secteur informel pour une meilleure formalisation et un accès à la protection sociale.

Le travail de terrain

Le travail de collecte des données s'est déroulé entre Août et novembre 2021. Des entretiens préparatoires ont été effectués avec chaque groupement de femmes. Les focus group ont été organisés avec 10 à 12 participantes par organisation. Tous les entretiens (de groupe et focus group) ont été enregistrés et retranscrits sous fichier Word. Les données ont ensuite été traitées et analysées avec le logiciel d'aide à l'analyse de données qualitatives Nvivo 12.

Les données issues de cette enquête ont été analysées selon chaque organisation de femmes. Cette démarche a permis, à l'image des études de cas, de mettre le focus sur chaque organisation avant de passer à une autre.

Les profils des organisations de femmes

Quatre organisations de femmes ont été enquêtées : Il s'agit de la coopérative des femmes tanneuses de Guédiawaye, du GIE de femmes transformations des produits halieutiques de Mbao, du groupement de femmes transformatrices de produits halieutiques de Yenne, et du groupement des femmes transformatrices de céréales locales de Guédiawaye. Les femmes sont pour la plupart mariées et vivent dans des ménages monogames ou polygames, avec un niveau d'études primaire pour la majorité surtout pour les plus âgées.

On note une responsabilisation de jeunes adhérentes qui sont souvent dans l'entourage des plus âgées et qui ont un niveau d'études secondaire ou supérieur. Si c'est le cas, comme à Guédiawaye chez les transformatrices de céréales locales, les jeunes adhérentes avec un niveau d'études plus élevé sont responsabilisées dans les fonctions requérant des aptitudes à l'écriture : Comptabilité, secrétariat, etc.

Les conditions de travail des femmes dans leurs organisations respectives sont déclinées dans cette partie. On y analyse les conditions dans lesquelles les femmes s'adonnent à leurs activités quotidiennes. On retient dans la littérature que le travail décent ne concerne pas seulement le secteur formel mais doit être une préoccupation du secteur informel. Selon GHAI (2003), le travail décent repose sur quatre piliers que sont l'emploi, la protection sociale, les droits des travailleurs et le dialogue social.



Le travail décent, au-delà du secteur formel, des salariés, s'applique aussi aux personnes travaillant à leur compte. La figure 1 montre la récurrence des mots les plus utilisés dans les discours des femmes évoquant ainsi le champ lexical du travail difficile qu'elles font et dans des conditions précaires.

Lorsqu'elle est abordée avec les femmes, la protection sociale renvoie souvent à la prise en charge maladie dans une mutuelle de santé. Or, l'accès aux services sociaux de base n'est pas pris en charge par les organisations de femmes. Les femmes des principaux groupements peuvent adhérer à une mutuelle de santé à titre individuel ou lorsqu'elles sont bénéficiaires d'un

programme social de l'État (Couverture Maladie Universelle, Bourse Familiale, Carte d'égalité des chances, etc.).

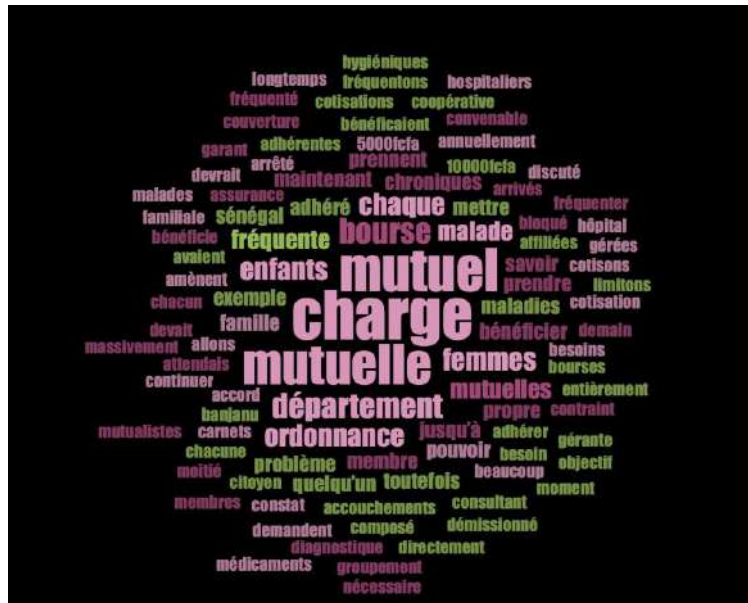


Figure 2 : Les mutuelles de santé au cœur des préoccupations

Le groupement n'assure aucune protection sociale aux femmes. Toutefois le groupement s'investit, à travers son leader, dans des actions de défense des intérêts de l'organisation auprès des autorités et des partenaires pour l'enrôlement des femmes dans les mutuelles de santé. La récurrence des mots issus des discours témoigne d'un besoin impérieux de couverture maladie qui puisse répondre à la demande des femmes (figure 2).

Des demandes spécifiques à chaque organisation pouvant susciter l'intérêt syndical des organisations

Le travail dans le secteur informel s'effectue généralement en dehors des cadres réglementaires permettant d'avoir tout le temps un vis-à-vis qui peut être le patronat à qui on adresse des doléances et des revendications pour l'amélioration des conditions de travail. Dans le secteur informel, l'intérêt syndical des travailleurs pourrait résider dans la possibilité qu'ont les organisations syndicales à proposer un soutien concret pouvant faciliter les conditions de travail de tous les jours. Le travail de terrain mené auprès des quatre organisations de femmes a permis d'identifier des demandes spécifiques à chaque organisation pouvant susciter son intérêt syndical.

Pour les femmes Tanneuses de Guédiawaye

- Magasin de stockage,
- Accès à l'eau courante,
- Toilettes fonctionnelles,
- Abris pour se protéger du soleil,
- Salle de réunion,
- Formation sur les nouvelles technologies et la vente en ligne,
- Formation à des activités alternatives pour limiter la vulnérabilité.

Pour les Femmes transformatrices de céréales de Guédiawaye

- Financement,
- Accompagnement pour la mise en place d'une coopérative,
- Logistique (voiture) pour la livraison des commandes,
- Accompagnement pour l'obtention du FRA (L'autorisation de fabrication et de mise en vente),
- Appui pour disposer de séchoirs.

Pour les Femmes transformatrices de produits halieutiques de Mbao

- Renforcement de capacité pour produire même pendant l'hivernage,
- Formation aux activités alternatives,
- Appui pour une maîtrise de l'approvisionnement (le poisson se fait rare et devient de plus en plus cher).

Pour les Femmes transformatrices de produits halieutiques de Yenne

- Financement pour booster l'activité,
- Infrastructures de conservation et de stockage,
- Absence de site dédié,
- Accompagnement pour le passage à la coopérative.

Les études de cas des quatre organisations de femmes

La coopérative des femmes Tanneuses de Guédiawaye

La mise en place de la coopérative a connu un long processus qui a débuté dans les 1980. Le tannage est un métier qui s'est pratiquement transmis entre générations d'un même groupe d'appartenance. Le travail de tannage s'effectue sur un terrain de 20 000 m² à Guédiawaye, gracieusement offert, à l'époque, par le Président Abdou Diouf.⁷ Actuellement, le terrain qu'occupent les femmes tanneuses fait l'objet de beaucoup de convoitises à cause de la progression urbaine faisant qu'une partie de la surface initialement octroyée n'est plus sous le contrôle de la coopérative. En 2016 la coopérative a adhéré à l'UNSAS marquant ainsi le début de sa formalisation en tant que coopérative.

Caractéristiques des membres

Les femmes Tanneuses sont pour la plupart originaires du même groupe d'appartenance. Elles peuvent remonter leurs origines depuis la Mauritanie en passant par Khombole puis Dakar. Elles pratiquent ce métier qui leur a été transmis par leurs parents.

*« Ce sont nos mamans qui étaient là. Elles n'avaient pas commencé ici, elles sont passées par beaucoup de sites avant de s'installer ici. Durant cette période, nous étions des enfants chargés d'amener le repas durant les moments de pause. Nous avons commencé à piler le **neb-neb : acacia nilotica** (un intrant dans le tannage des peaux de bêtes) et petit à petit nos mamans nous enseignaient le travail. A force de les voir travailler, chacune de nous s'est adaptée à la tâche. C'est comme ça que nous avons pris la relève pour continuer le travail amorcé par nos mamans. Après, nous l'avons érigé en GIE et après nous sommes passées en coopérative » (Y. F., Tanneuse, G)*

Elles ont fréquenté plusieurs types d'apprentissage. La plupart a un niveau d'études scolaire primaire, certaines n'ont jamais fréquenté l'école et d'autres ont fait l'école coranique.

« Moi, j'ai arrêté en classe de 6^e. Mais j'ai oublié tout ce que j'avais appris. Je suis la seule à avoir atteint ce niveau d'étude. ...Il y a certaines qui n'ont pas fait l'école française mais elles ont appris l'arabe. L'adjointe de la secrétaire a fait l'école arabe. D'autres n'ont pas un niveau très élevé, ils ont arrêté en CM2. Je n'ai pas fait les bancs mais, je suis des cours. On a fait des

⁷ Le site était en bail et c'est quand elles se sont constituées en coopérative, grâce à l'appui de l'UNSAS et de ses partenaires (la CSN- la CFDT et le BIT), elles ont pu obtenir des autorités municipales le titre d'occupation du site (pour plus d'informations cf. document :

TRANSITION DE L'ECONOMIE INFORMELLE VERS L'ECONOMIE FORMELLE

L'EXPERIENCE DE LA COOPERATIVE DES TANNEUSES DE GUEDIAWAYE, DAKAR – SENEGAL

cours sur l'alphabétisation en deux phases. Il y a certaines qui peuvent lire et écrire des messages de leur téléphone. » (M. D. Tanneuse, G)

Les femmes tanneuses n'habitent généralement pas la localité où se déroule leurs activités. Elles sont pour la plupart mariées et c'est ce qui l'explique, en partie. En effet, elles déclarent qu'elles n'ont pas le choix de ne pas rejoindre leur mari dans la maison conjugale et c'est dans des quartiers souvent éloignés du site. Des quartiers comme Yeumbeul, Thiaroye, Keur Massar, Fass Mbao, ont été cités comme lieu d'habitation mais « *Il y a d'autres qui habitent à Lac Rose, Guédiawaye, Niagua, Diamaguene. On habite des zones différentes* » (A. D. Tanneuse, G).

Conditions de travail et vulnérabilités des femmes

Le transport vers et à partir du lieu de travail et la gestion quotidienne du ménage plombent les conditions de travail des femmes tanneuses. Il s'agit bien sûr de la distance lorsqu'il s'agit de transport mais pas seulement. La cherté du transport accentue la vulnérabilité des femmes. « *Je suis de Keur Massar, je viens travailler chaque jour ici. Je prends le car et je paie 600 FCFA chaque jour sans compter mes frais personnels. On veut travailler mais, c'est très difficile d'y parvenir... je ressens beaucoup de douleurs dans mon corps. On vit des conditions difficiles pour venir travailler parce que je prends beaucoup de voitures avant d'arriver à mon lieu de travail.* » (F.D, Tanneuse, G).



Figure 2 : conditions de travail des tanneuses, 2022

Tout comme le transport, les tâches ménagères pèsent sur les conditions de travail des femmes et accentuent leur vulnérabilité. *« C'est difficile pour celles qui s'occupent de leur ménage. Tu es obligée de faire les tâches domestiques à la maison avant de venir travailler et à la descente parfois si tu n'as pas quelqu'un qui puisse te préparer le repas, tu es obligée de le faire toi-même. C'était difficile lorsque j'étais dans mon ménage car je devais terminer les tâches ménagères avant de venir travailler. Maintenant je remercie le bon Dieu « Alhamdoulilah ».*

« Je viens vers 15h pour travailler parce que je dois m'occuper de mes enfants et de mon ménage...c'est très difficile, mais vu que nous pouvons régler des choses par nous-mêmes donc on remercie le bon Dieu au final. C'est très bien d'avoir de quoi régler ses propres problèmes. Les femmes que vous voyez là, qui ont perdu leur charme et leur beauté sont très jeunes. Je suis plus âgée qu'elles mais c'est le travail qui leur a fait ça. Les conditions du travail sont difficiles mais il faut que nous travaillions parce qu'on ne veut pas toujours tendre la main. » (D. D. tanneuse, G)

Accès à la protection sociale

La coopérative n'a pas souscrit pour ses membres des services de protection sociale. Toutefois, certains membres bénéficient des filets sociaux de l'État comme la bourse de sécurité familiale, la carte d'égalité des chances, la Couverture Maladie Universelle, etc.

« Lorsque je tombe malade, je me rends à l'hôpital avec ma carte on me prescrit une ordonnance, je paye la moitié et l'autre est payée par la mutuelle. La fois passée, j'étais malade, on m'avait prescrit une ordonnance de 10000FCFA, je n'ai payé que les 5000FCFA. C'est une aide vraiment. ». La prise en charge maladie constitue une préoccupation majeure chez les femmes comme en témoigne la récurrence des mots maladie, ordonnance et bourse sur la figure ci-dessous.

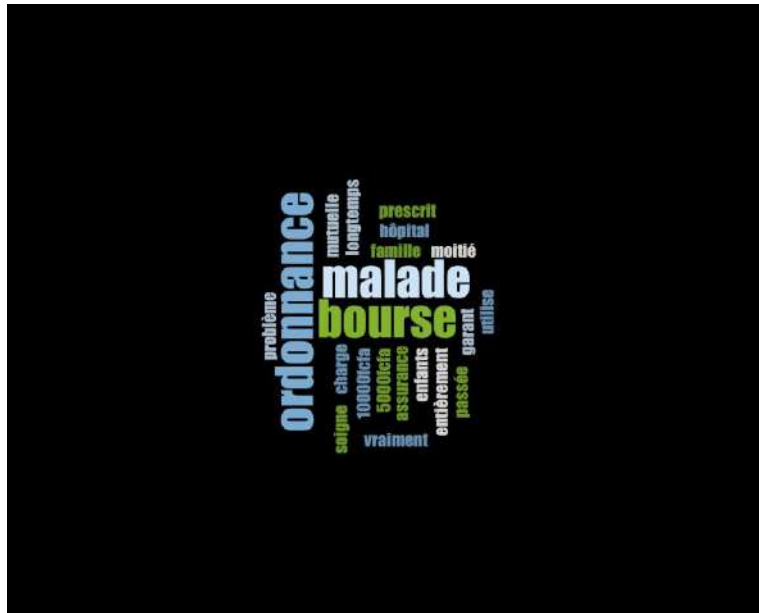


Figure 3 : la protection sociale chez les tanneuses, 2022

Interactions avec l'UNSAS

La coopérative a adhéré à l'UNSAS en 2016. Ce fût, comme en témoignent les femmes, un compagnonnage de longue date. « *L'UNSAS nous a apporté beaucoup de choses parce que c'est elle qui a formé notre coopérative.* » (Y. F. Tanneuse, G). Le renforcement de capacités à travers des modules de formation en gestion, sécurité au travail, alphabétisation, etc. sont pour les femmes d'une grande utilité dans leurs activités. Aussi, les femmes restent convaincues que sans l'UNSAS leur coopérative n'aurait pas été mise en place. « *Elle nous a mis en rapport avec le BIT et leur directeur était là avec d'autres partenaires. C'est grâce à l'UNSAS qu'on a eu tout cela et s'il y a de la transparence dans ce que nous faisons, c'est grâce à elle aussi. C'est l'UNSAS qui nous a montré comment créer un bureau et faire la gestion.* ».

Les modules de renforcement de capacités sont très bien appréciés par les femmes de même que les perspectives d'une protection sociale qui prend en compte la demande des femmes. Pour ce qui concerne les mutuelles de santé, l'offre de services est très peu attrayante car n'incluant pas souvent les besoins réels des femmes.

Demandes pouvant susciter l'intérêt syndical

La prise en charge des préoccupations des femmes en termes d'amélioration de leur environnement de travail et de renforcement de capacités peut être un bon moyen de les intéresser au syndicalisme. En effet, les femmes entreprennent généralement pour se sortir de

la précarité et du train-train de la vie en essayant d'apporter leur modeste contribution au fonctionnement de leur ménage, participer à la prise en charge des charges éducatives de leurs enfants et pouvoir exercer pleinement le rôle social notamment leur participation aux activités et cérémonies (tontines, mariage, baptême, etc.).

La proposition d'actions concrètes pouvant améliorer leurs activités économiques peut être une stratégie gagnante pour leur adhésion et pour leur appropriation du syndicat. Pour ce qui concerne les femmes tanneuses les demandes portent sur la mise à disposition d'un magasin de stockage (peut-être plus grand parce qu'elles en disposent déjà), l'accès à l'eau courante sur le site, la construction de toilettes et d'un abri pour se protéger du soleil, la construction d'une salle de réunion, l'appui pour des formations sur les techniques et outils de vente en ligne, et sur des activités alternatives pour réduire leur vulnérabilité.

Le groupement des femmes transformatrices de Mbao

Le groupement a été créé dans les années 1970. Il regroupait toutes les femmes de Mbao parce que quand on l'a créé, les membres fondateurs étaient composés de 105 femmes. Au fur et à mesure des années, beaucoup de femmes ont quitté le groupement pour diverses raisons. *« C'est en 1994 que notre organisation a eu un premier partenaire en l'occurrence Enda Graf qui a appuyé cette activité. Le groupement a par la suite rejoint la Fédération Nationale des GIE de Pêche du Sénégal. »* (Y C S. 52 ans, transformatrice, Mbao).

L'idée était de faire rallier au groupement tous les GIE qui sont dans la zone afin qu'elles fassent partie de l'Union Locale de Mbao. Les pêcheurs, les agriculteurs, les éleveurs en faisaient tous partie. Par la suite, l'organisation a eu un projet qui intervenait dans la transformation halieutique et qui regroupait toutes les femmes dans une union appelée Union des Femmes Transformatrices. Le groupement a débuté sa collaboration avec l'UNSAS en 2017.

Caractéristiques des membres

Le groupement des femmes transformatrices de produits halieutiques de Mbao est essentiellement composé de femmes (mariées, veuves, dans des ménages polygames ou monogames). Elles sont mariées pour la plupart et sont dans des ménages polygames ou monogames avec un niveau d'études primaires pour la majorité des membres. Le groupement compte quelques membres avec un niveau d'études secondaire, d'autres qui ont fait l'école coranique et d'autres encore qui n'ont pas fréquenté l'école.



Figure 4 : un niveau d'études primaire dominant, 2022

Les femmes se caractérisent aussi par la motivation et la volonté qu'elles ont d'entreprendre pour elles-mêmes mais aussi et surtout pour leur famille et cela dans des conditions pas toujours maîtrisées du point de vue de l'effort fourni, des heures de travail et de la commercialisation des produits transformés.

« Nous sommes des femmes transformatrices de produits halieutiques. Nous allons en mer chercher le poisson que nous venons fumer ici jusqu'à 15h ou 17h. Mais c'est un boulot vraiment ennuyant et qui demande beaucoup d'efforts physiques. Nous allons à la mer sous le soleil ce qui est vraiment compliqué mais nous le faisons pour subvenir à nos besoins et ceux de nos familles. On se lève le matin pour aller à la mer et on reste là-bas parfois jusqu'à 14h ou 15h. Ensuite, nous restons sur place pour la transformation de nos produits et nous terminons parfois à 18h. Ainsi, nous revenons pratiquement chaque jour pour terminer la transformation qui peut durer 3 à 4 jours et après nous attendons la venue des clients afin d'écouler nos produits. » A. C. D. 38 ans, Transformatrice, Mbao.

La conciliation des activités professionnelles et ménagères caractérise les femmes et ce témoignage illustre à quel point elles peuvent être absorbées à la fois par leurs activités économiques mais aussi par le nombre d'heures qu'elles consacrent au travail.

Conditions de travail et vulnérabilités des femmes

Les femmes transformatrices de produits halieutiques de Mbao exercent leurs activités dans des conditions difficiles qui témoignent de leur vulnérabilité. En effet, le premier facteur de vulnérabilité auquel les femmes sont confrontées c'est la non-maîtrise du prix et de la disponibilité de l'intrant principal de leurs activités qui est le poisson. A défaut d'être hors de portée à cause des prix très exorbitants, le poisson peut aussi être introuvable.

« Il y avait un moment où nous achetions la caisse de poisson à 6000f ou 4000f pour les transformer et les vendre mais maintenant on ne s'en sort plus puisque la caisse peut couler jusqu'à 30 000f et parfois même jusqu'à 40 000f. Tout ce qu'on peut dire c'est que nous avons un travail éprouvant et on ne s'en sort pas bien du tout puisqu'on se retrouve avec beaucoup de perte. Nous n'avons que ce travail à faire parce que c'est ça qu'on connaît mais il faut le dire c'est vraiment difficile. » R. C. 57 ans, Transformatrice, Mbao.

« Nous rencontrons des difficultés dans notre travail puisque parfois nous achetons nos produits et après transformation, nous nous retrouvons avec des pertes concernant la vente. Le produit coute très cher et parfois nous allons jusqu'à Rufisque pour en acheter mais nous nous en sortons très difficilement. C'est un travail difficile, épouvantable et qui demande beaucoup d'efforts et du temps. » F. N. 63 ans Transformatrice, Mbao.

La vulnérabilité des femmes dans l'approvisionnement, la conservation et la commercialisation des produits s'accroît davantage en période des pluies. Les femmes travaillent sur un site où elles se font souvent approvisionner par des charretiers de Rufisque qui passent par la plage. Il se trouve qu'en période des pluies les voies d'accès sont coupées ou impraticables par ces charretiers ce qui impacte négativement leur approvisionnement en produits frais. *« Notre travail est difficile en ce moment à cause de la pluie parce que la route utilisée par les charretiers est impraticable en ce moment. Hier même un charretier a vécu le calvaire ici et finalement les gens l'ont aidé pour qu'il puisse s'en sortir. S'il y a beaucoup de produits disponibles, nous pourrions tous être servi. » S. K. 64 ans, Transformatrice, Mbao.*

Les femmes s'approvisionnent selon trois modalités. Elles se font livrer le produit par les charretiers, elles vont chercher les produits au marché ou elles s'approvisionnent directement

lorsque les pêcheurs débarquent. *« Nous nous approvisionnons de 3 façons différentes. Parfois, on nous amène les poissons ici, ou dans certaines situations nos pêcheurs vont à la mer et nous amènent le produit ici ou bien nous nous levons pour aller acheter le produit au marché. Des fois, il y a certaines qui font 3 jours sans avoir le moindre produit. »* W. K. 64 ans, Transformatrice, Mbao.

En plus de l'approvisionnement qui peut être perturbé selon la saison et la disponibilité du poisson, les femmes sont obligées de réduire leur production et de faire attention constamment aux conditions climatiques en période d'hivernage. Elles n'ont pas d'équipement pouvant leur permettre de sécher leur production ce qui fait qu'elles sont obligées de se soumettre aux rigueurs climatiques en faisant scrupuleusement attention à leur production en saison des pluies. *« Nous ne produisons pas la même quantité durant la saison des pluies puisque nous faisons doucement en transformant 4 à 5 caisses de poissons par jour parce que si nous produisons, la pluie risque de nous poser des problèmes. C'est comme cela que nous travaillons durant la saison des pluies. »* R. C. 57 ans, Transformatrice, Mbao.

La commercialisation constitue également une autre préoccupation chez les femmes. Elles se chargent aussi bien de l'approvisionnement, de la transformation, du stockage et de la commercialisation. Très souvent elles peuvent être confrontées à des difficultés dans la commercialisation dues au fait que ce sont les mêmes femmes qui s'occupent de tous les maillons de la chaîne de production (achat, conditionnement, transformation et commercialisation). *« Bien sûr qu'il nous arrive de ne pas vendre. Parfois il nous arrive de voir les clients mais des fois ces derniers se font rares. C'est ce qui fait que parfois nous vendons bien mais des fois non. Le problème est que nous nous chargeons en même temps de la production et de la vente, les deux à la fois. »* W. K. 64 ans, Transformatrice, Mbao.

Accès à la protection sociale

La protection sociale à laquelle font allusion les femmes lorsqu'on aborde le sujet c'est souvent l'enrôlement dans une mutuelle de santé. A Mbao, les femmes transformatrices ne sont pas prises en charge par leur organisation dans la mutuelle de santé. L'adhésion à la mutuelle qui ne dépend pas de leur organisation est libre et l'enrôlement peut se faire volontairement et individuellement. Toutefois, l'organisation des femmes, avec ses partenaires, joue un rôle de sensibilisation pour une meilleure adhésion de ses membres à la mutuelle et une meilleure

compréhension de l'esprit mutualiste. *« Oui, elles sont toutes adhérentes à la mutuelle de santé mais en tant que citoyennes de Mbao puisque la mutuelle se trouve à Mbao. J'avais moi-même occupé le poste de trésorière de la mutuelle. »* Y. C. S. formatrice, Mbao.

Toutefois, le constat est que l'inscription des femmes dans une mutuelle n'est pas synonyme de fréquentation de la mutuelle. *« ...ils ont fait un constat et nous ont dit que toutes les femmes ont adhéré à la mutuelle mais beaucoup ne la fréquentent pas »* Y. C. S. 52 ans, Formatrice, Mbao. Souvent les femmes ne fréquentent pas les mutuelles ou ne renouvellent pas leurs cotisations annuelles parce que l'offre de services n'est pas attrayante. Certaines préoccupations des femmes peuvent ne pas être prises en charge par la mutuelle et c'est tout l'enjeu d'une adaptation de l'offre de services pour une meilleure attractivité du système mutualiste.

Interactions avec l'UNSAS et autres partenaires

L'UNSAS a débuté sa collaboration avec les femmes formatrices de Mbao en 2017. Depuis cette date beaucoup d'initiatives ont été prises dans le sens du renforcement des capacités des femmes et de l'alphabétisation. *« L'UNSAS nous a beaucoup aidé sur l'alphabétisation des femmes du groupement et à travers cela beaucoup ont appris à lire et à écrire avec ce programme. Elle nous a aussi mis en rapport avec le Ministère en charge du travail dans le cadre de l'appui des femmes du secteur informel »* Y. C. S. 52 ans, Formatrice, Mbao. Dans le sens du renforcement des capacités les femmes sont aussi appuyées par l'Institut des Technologies Alimentaires (ITA).

Il en est de même avec les autorités locales avec qui les femmes de Mbao entretiennent de bonnes relations *« Nous entretenons de très bons rapports avec les autorités locales ... la municipalité nous a offert le terrain mais c'est le Président de la République Macky Sall en personne qui nous a offert ce centre en faisant la pose de la première pierre sous le Magistère du Maire sortant Abdoulaye Pouye. Le premier terrain nous a été offert par Demba Seck le Maire à l'époque et ce nouveau terrain nous a été offert par Mamadou Séck ancien Maire de la commune. Nous sommes dans un domaine maritime et si on n'avait pas un bon leader, on n'allait pas avoir ce terrain pour y construire ce centre et c'est grâce à Demba Seck. Si on laissait faire, l'actuel maire allait récupérer le terrain qui nous avait été offert mais nous avons fait face derrière notre présidente pour s'opposer »* S. K. 64 ans, formatrice, Mbao.

Demandes pouvant susciter l'intérêt syndical

Il transparaît lorsqu'on aborde la question syndicale avec les femmes que la meilleure manière de les intéresser au syndicalisme c'est de prendre en charge véritablement leurs préoccupations quotidiennes. En effet, les préoccupations qui font l'objet d'une demande d'appui pourront être érigées en actions prioritaires à réaliser par l'UNSAS ou à travers l'implication d'autres partenaires. Parmi ces actions qu'on peut considérer comme prioritaires ou pouvant permettre de mieux intéresser les femmes au syndicalisme figurent en bonne place le renforcement de capacités techniques et matérielles pour produire même pendant l'hivernage avec le renforcement du matériel de séchage.

Il faudra également aider les femmes à avoir une meilleure maîtrise de l'approvisionnement mais aussi de la commercialisation des produits transformés. Le dernier facteur sur lequel il faudrait également appuyer les femmes c'est la formation aux activités économiques alternatives pour réduire la vulnérabilité des femmes en période creuse où le poisson, l'intrant principal n'est pas disponible.

Le groupement des femmes transformatrices de produits halieutiques de Yenne

Le groupement des femmes transformatrices de Yenne est une organisation qui compte 70 membres. Les femmes font de la transformation de produits halieutiques. Elles s'approvisionnent en poissons frais qu'elles transforment en poissons fumés ou séchés avant de le commercialiser sur les marchés locaux ou étrangers via des commerçants venant d'autres pays ou de commerçants nationaux qui font l'export dans la sous-région. Le groupement s'est affilié à l'UNSAS en 2013 et a bénéficié de son accompagnement depuis son affiliation.

Caractéristiques des membres

Les femmes sont pour la plupart mariées, certaines parmi les plus âgées sont veuves. Elles sont âgées pour l'écrasante majorité d'au moins 40 ans. Elles ont un niveau d'études primaires pour la plupart, celles qui ont atteint le niveau secondaire sont très minoritaires de même que celles qui ont pratiqué exclusivement le daara (école coranique). Elles sont dans des ménages polygames majoritairement et monogames pour certaines. Elles se définissent toutes pratiquement comme des lébous (communauté des gens de la mer) ce qui fait qu'elles envisagent très peu exercer une activité autre que celles connexes à l'activité de pêche.

Conditions de travail et vulnérabilités des femmes

Les femmes de Yenne n'ont pas un espace dédié à leurs activités qui leur appartient. Le premier critère qui renseigne sur leurs conditions difficiles de travail est bien celui-là. Le site qu'elles utilisent pour le fumage du poisson est très proche des habitations. Certaines populations se plaignent beaucoup des impacts liés au fumage du poisson, notamment les odeurs et la fumée.

Elles n'ont pas de site dédié et n'ont pas les moyens de financer convenablement leurs activités. Apparemment c'est une activité qu'elles aiment bien développer et pérenniser mais elles se heurtent souvent à la rareté de l'intrant principal, le poisson et aux difficultés d'obtenir un financement. Elles ont toutefois adoptées des stratégies dans le sens de réduire leur vulnérabilité en pratiquant d'autres activités pour satisfaire plus ou moins leurs besoins vitaux ainsi que ceux de leur famille lorsque le poisson se fait rare.

« Quand nous n'avons pas de produits, nous achetons des denrées alimentaires que nous partageons ensemble. Nous donnons à chaque membre de l'argent qui lui permettra de gérer les repas de la journée et à la fin du mois chacune rembourse pour qu'on puisse te redonner de l'argent. C'est comme ça que l'on fait, on achète tout ce dont une famille a besoin dans la maison pour partager ça entre nous. Maintenant, une fois que le produit est disponible sur le marché, on le signale à tous les membres et on retourne sur notre activité de transformation. » A. S. 44 ans, Transformatrice, Yenne.

Accès à la protection sociale

La protection sociale lorsqu'elle est abordée par les femmes, renvoie à la couverture maladie dans une mutuelle de santé. Les femmes de Yenne, comme celles des autres groupements de femmes enquêtées, ne bénéficient pas d'une couverture maladie prise en charge par leur organisation. La souscription se fait individuellement et selon la volonté des unes et des autres. Il peut également être constaté que certaines femmes sont couvertes médicalement grâce à leurs conjoints ou qu'elles bénéficient des filets sociaux de l'État. *« Il y a certaines femmes qui bénéficiaient des bourses de sécurité familiale mais elles ne l'ont plus maintenant. Ils ont arrêté la bourse parce que pour certaines leurs maris sont partis à la retraite et pour d'autres ils ont démissionné. Ce qui fait que l'on ne peut plus bénéficier de la bourse comme avant. » M. G. 40 ans, transformatrice, Yenne.*

Interactions avec l'UNSAS et autres partenaires

Les femmes de Yenne ont une bonne perception des initiatives prises par l'UNSAS et ses partenaires l'Institut Belleville de la CFDT et Essentiel dans le cadre du projet « Favoriser le travail décent de personnes en situation de précarité » allant dans le sens de renforcer leurs capacités notamment avec l'alphabétisation. Elles apprécient fortement l'alphabétisation qui constitue pour elles au-delà des aptitudes qu'elle leur procure (écrire un texto, saisir des mots clés sur internet pour pouvoir être informé sur la météo), des moments de partage et de soutien mutuel entre membres du groupement. L'aptitude à lire et être informé sur la météo leur permet de faire une programmation de l'activité de transformation selon qu'il doit pleuvoir ou non. Ce qui peut avoir un impact réel sur leurs activités, sur la maîtrise des risques.

Les femmes apprécient également les initiatives de l'UNSAS et ses partenaires l'Institut Belleville de la CFDT et Essentiel qui devraient leur permettre, si elles se concrétisent, d'être toutes enrôlées dans une mutuelle grâce à la mise en relation avec l'Agence de Couverture Maladie Universelle (CMU). Elles apprécient aussi les fonds de roulement mis à leur disposition par l'UNSAS dans le cadre du projet « Économie informelle et économie sociale et solidaire » soutenu par la Confédération des Syndicats Nationaux (CSN) du Québec et l'Institut Belleville de la CFDT, qui leur permet de mener des activités alternatives pour se soutenir mutuellement en période de manque du poisson.

« Nous leur avons fait une proposition qui consiste à investir dans les denrées alimentaires vu que le prix du poisson est parfois élevé. Nous utilisons cet argent pour y acheter du lait, du savon, sucre, etc. Mais il faut souligner que jusqu'à présent ils continuent avec nous, à nous appuyer et veulent même nous construire un centre mais le problème est que nous n'avons pas de site. Ils nous appuient sur beaucoup de chose comme l'alphabétisation des femmes et je t'ai rappelé tout à l'heure que je devrais même rencontrer demain les représentants de la protection sociale. » Y. D. 40 ans, Transformatrice, Yenne.

Demandes pouvant susciter l'intérêt syndical

La formation, la mise à disposition d'un site, l'appui dans la recherche de financement, la couverture maladie sont les maîtres mots de la demande des femmes de Yenne. Les femmes de Yenne ont l'avantage de s'organiser autour d'autres activités alternatives à la transformation du

poisson. Elles peuvent acheter, avec les fonds de roulement, des denrées de première nécessité et en faire une distribution équitable auprès des membres du groupement qui pourront rembourser lorsque l'activité principale reprend. Ceci se fait en périodes difficiles (mévente ou de non disponibilité du poisson) pour atténuer les effets de la crise sur les ménages des principaux membres du groupement. Cet élan de solidarité qui se réalise grâce au fonds de roulement mis à disposition par l'UNSAS, la Confédération des Syndicats Nationaux(CSN) du Québec et l'Institut Belleville de la CFDT est très bien apprécié par les femmes. Le renforcement de l'intérêt syndical pourrait passer par des actions allant dans le sens d'améliorer cette initiative avec des modules de gestion spécifiques mais aussi une augmentation des fonds de roulement pour mieux les maintenir dans la collaboration avec l'UNSAS.

Le groupement des femmes transformatrices de céréales locales de Guédiawaye

Le groupement des femmes de Guédiawaye est une organisation qui a débuté ses activités dans les années 1980. Les femmes font de la transformation de céréales (mil, riz, maïs, haricot). Elles s'organisent de sorte à s'approvisionner en grande quantité de céréales pour le stocker et mener petit à petit leurs activités. Une fois que les réserves s'épuisent, elles peuvent renouveler les stocks pour qu'il n'y ait pas de rupture dans la production. Elles sont également organisées dans les tâches à accomplir parce qu'elles ont un groupe dédié à la transformation, un groupe dédié à l'emballage des produits transformés, un autre groupe orienté à la commercialisation.

Caractéristiques des membres

Les membres du groupement sont des femmes de générations différentes. On y trouve une différence assez marquée entre les âges avec de jeunes adhérents qui ont souvent un niveau d'études plus élevé. Toutefois, le niveau primaire reste majoritaire et la plupart des femmes sont mariées. Celles qui ont le niveau d'études le plus élevé sont orientées vers la tenue de la comptabilité et des autres activités dont l'aptitude à écrire et à prendre des notes constitue un atout. Elles habitent pratiquement la même localité.

Conditions de travail et vulnérabilités des femmes

Les femmes transformatrices de céréales locales produisent à la fois à la commande et sans commande. Elles peuvent très rarement avoir une visibilité sur l'écoulement, la commercialisation de leur production. Elles ont aussi une bonne compréhension de la nécessité

« Nous avons besoin de financements pour développer nos activités. Si on a peu de moyens, on achète peu de mil et ça s'épuise rapidement. Après l'hivernage, le mil est en manque et ça devient difficile de le trouver. Si on a un financement qui peut nous permettre d'en acheter plus et de le stocker pour les périodes de soudure ça serait mieux. » H. F. Femme formatrice, Guédiawaye.

« *S'il pleut pendant l'hivernage, on attend le lendemain pour que la production soit sèche. Si par exemple on a une commande qui doit être livrée le lendemain si tu n'as pas de séchoir, elle risque de ne jamais se finaliser. Le manque de séchoir est un vrai problème.* » F. G. transformatrice, Guédiawaye.

25

La figure ci-dessus montre la force du mot machine dans le discours des femmes, mais à côté également l'achat d'intrants (arachide) et la possibilité d'avoir des sachets personnalisés pour le groupement.

« Nous n'avons pas de sachets avec FRA (l'autorisation de fabrication et de mise en vente communément appelé FRA). Nous n'avons pas notre propre marque. Les sachets nous coutent cher, nous l'avons toujours décrié. Nous n'avons pas encore un sachet original qui peut contenir le produit et éviter qu'il se détériore. Nous les achetons au niveau du marché. Ça coute cher. Nous n'avons pas aussi de machine pour piler. Nous n'avons qu'une seule machine et nous payons pour cette tâche. Présentement, on a quatre sacs au niveau de la machine qui font parties du stock. Nous avons aussi besoin d'une machine pour la patte d'arachide et pour le café aussi. Nous vendons de la patte d'arachide et nous vendons aussi du café. On achète le café déjà pilé pour le revendre. Nous n'avons pas de machine pour ça. Pour l'arachide, nous achetons du « guerté noflaye » (arachide moulu) pour le faire. Pour le café, nous n'avons pas de machine pour le griller. » S. G. formatrice, Guédiawaye

« Les difficultés que nous avons dans ce métier c'est que parfois tu peux être dans ta maison pour gérer la famille et que tu reçois un appel pour une commande. Ce sera très difficile de préparer la quantité, de chercher une voiture pour envoyer le colis etc. Ce sont ces genres de problèmes que nous rencontrons. Quand cela m'arrive, j'essaie en cherchant une voiture pour le transfert. Je peux le gérer mais, si on a de l'aide à ce niveau ça serait bénéfique. Si par exemple on a une voiture qui peut amener les commandes, on est preneur. » A. M. formatrice, Guédiawaye.

En plus des difficultés logistiques intrinsèques au travail, les femmes sont confrontées aux interférences entre activités professionnelles et activités au niveau ménage.

Accès à la protection sociale

Les femmes du groupement sont toutes membres de la mutuelle de santé. Elles ont adhéré individuellement et chacune paye sa propre contribution annuelle de 3500 francs. Elles peuvent ainsi bénéficier de la couverture maladie de la mutuelle.

« C'est la mutuelle qui s'occupe de notre couverture sanitaire. Si quelqu'un est malade, elle va directement vers cette mutuelle. Toutes celles qui sont dans le GIE sont affiliées à la mutuelle.

Chacune d'entre elles a payé personnellement ses cotisations. » H. F. formatrice, Guédiawaye.

« Les gens ont besoin de se soigner de temps en temps et parfois, ça coûte cher. L'État a appuyé la mise en place des mutuelles et nous avons jugé nécessaire de faire adhérer tous les membres du GIE dans cette mutuelle pour leur permettre de bénéficier d'une réduction si toutefois elles sont malades. Si par exemple tu as une ordonnance de 25 000 frs, c'est la mutuelle qui prend en charge les 20 000 et tu ne payes que 5000 frs. Nous nous limitons à ça pour le moment avant d'avoir mieux. Nous cotisons chacun 3500 annuellement » N. K. D., formatrice, Guédiawaye

« Les mutuelles de santé ne prennent pas en charge les maladies chroniques. Ils prennent en charge les enfants et la famille avec une cotisation de 3000 frs. Ça prend en charge les radios, les échographies, des accouchements, de la prise en charge pendant une semaine. Il ne prend pas en charge les maladies chroniques et les serviettes hygiéniques des enfants. » N. D., formatrice, Guédiawaye.

La couverture maladie dans une mutuelle est bien appréciée par les femmes du groupement. Toutefois, il apparaît dans le discours qu'il faudrait faire des efforts dans l'offre de services des mutuelles pour mieux attirer des adhérents et plus encore les maintenir en tant que membre.

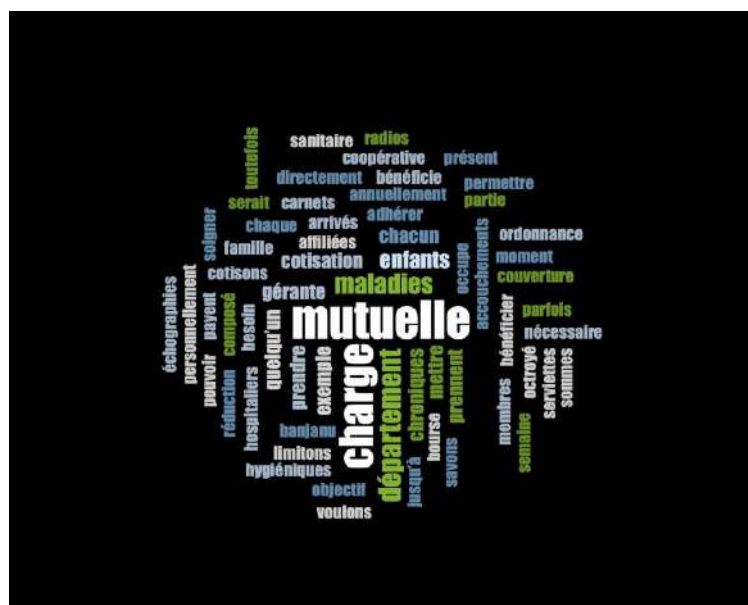


Figure 6 : Une prise en charge maladie au cœur de la protection sociale

Interactions avec l'UNSAS et autres partenaires

Le groupement a débuté sa collaboration avec l'UNSAS dans les années 2010 avec un premier financement en fonds de roulement sur 6 mois. La collaboration ne s'est pas limitée à un financement dans la mesure où le groupement a bénéficié d'un renforcement de capacités pour passer du GIE à la coopérative.

« L'UNSAS nous avait formé sur la coopérative durant notre dernière rencontre. Nous avons commencé à avoir de la vision par rapport à ça. Mais ça n'a pas encore marché. Nous nous entendons par téléphone. C'est quelque chose qui nous intéresse beaucoup. Nous pensons que c'est quelque chose de très intéressant et qui pourra nous apporter beaucoup une fois qu'on se sera lancé. Nous avons vraiment confiance en ça car nous voulons quitter le GIE pour aller en coopérative. »

L'idée de passer à la coopérative est très bien accueillie par les femmes transformatrices. Elles comptent beaucoup sur l'appui de l'UNSAS pour concrétiser cette volonté de passer à une étape supérieure.

Demandes pouvant susciter l'intérêt syndical

La transposition des demandes des femmes transformatrices en objectifs de collaboration pourra davantage les mobiliser et augmenter leur intérêt à s'affilier à l'UNSAS. Il transparaît dans le discours des femmes qu'elles aimeraient bien être appuyées pour l'obtention de l'autorisation de fabrication et de mise en vente communément appelée (numéro FRA). Cette autorisation qui relève du Ministère de l'intérieur donne l'agrément pour la fabrication, la transformation et le conditionnement, et la mise en vente de tous produits destinés à l'alimentation humaine ou animale au Sénégal.⁸

En plus de la demande pour l'autorisation (FRA), l'appui en petits matériels pour la transformation des céréales (machine à moulin, à décortiquer, à sécher) constitue une demande forte de même qu'une logistique pouvant faciliter le transport des produits transformés pour la commercialisation.

⁸ Ministère du commerce, Note d'information relative à l'autorisation de fabrication et de mise en vente (fra), 6 p.

Discussion : de l'entrepreneuriat féminin au syndicalisme

Les approches dominantes dans la littérature existante considèrent le processus entrepreneurial comme univoque avec un modèle entrepreneurial gouverné par les critères de rentabilité financière. Or l'entrepreneuriat social ou coopératif met en avant le rôle social, culturel, communautaire que peut avoir une initiative individuelle ou collective. Les critères d'efficacité dans l'entreprise autres que ceux du profit et de la rentabilité financière devraient être pris en compte (Bachet, D., 2007).

Les femmes entreprennent avec une démarche qui ne prend pas en compte, dès le début, les préoccupations de formalisation et de compétitivité propre au système capitaliste. Elles se lancent dans un processus entrepreneurial qui met en avant les aptitudes à exercer une activité et la volonté de s'y consacrer. Les préoccupations de formalisation, de rentabilité financière et de mise à l'échelle peuvent suivre après le démarrage de l'activité. L'image de l'entrepreneur autonome et porté par le seul intérêt économique occulte le caractère essentiellement social du processus entrepreneurial (Coste, 2014).

La diversité culturelle et des approches devraient prévaloir dans un contexte d'internationalisation avec l'existence de deux modèles antagonistes mais complémentaires. La première est l'existence de modèles universels de gestion qui transcendent les frontières et soient assimilables par tous. La deuxième devrait considérer les décalages culturels comme irréductibles et les pratiques comme contingentes pour donner une marge de manœuvre aux entrepreneurs afin qu'ils puissent s'adapter au contexte local dans lequel ils agissent (Brasseur M., 2008)⁹.

Péron M. (2013) établit dans une perspective historique un lien entre l'émergence d'un nouvel esprit entrepreneurial et l'essor international du capitalisme marchand. Il souligne l'impérieuse nécessité de rééquilibrer, en permanence, les excès du capitalisme marchand en faveur de l'intérêt général et de ré-encastrent l'économie dans le social. « *La performance des entreprises ne se matérialise plus exclusivement dans les notions de retour sur investissements ou de ratio de productivité. On exige des entrepreneurs qu'ils agissent davantage dans l'intérêt de la société quand il est question de sauvegarder l'emploi, l'environnement ou de définir des*

⁹ Brasseur Martine, « Le rôle des stéréotypes dans le management de la diversité culturelle : le cas de l'Afrique » *La Revue des Sciences de Gestion*, 2008/2 n° 230, p. 61-67.

stratégies opérationnelles permettant de résoudre des problèmes sociétaux non résolus par l'intervention publique. » (Péron M., 2013)¹⁰.

L'entrepreneuriat une réponse face à la crise

L'entrepreneuriat des femmes est une « soupape de sécurité » à l'économie capitaliste. Fall, A. S., (2011) s'interroge sur les crises anciennes et récentes du capitalisme économique, et constate qu'il peut s'avérer opportun de réinventer le système de régulation à l'échelle mondiale qui n'est pas équitable. Le système multilatéral qui s'est affirmé au lendemain de la seconde guerre mondiale sous le sceau des institutions de Breton Woods s'est fortement affaibli à la suite de la crise financière internationale de 2008. L'analyse du bilan indique d'une part que si l'Europe a pu supporter d'une certaine manière ses effets dévastateurs, c'est en raison de son système de protection sociale. D'autre part, la Chine, considérée comme ayant tiré le plus de gains de cette dérégulation du capitalisme international doit cette position dans l'économie mondiale à la créativité et l'entrepreneuriat de sa population.

Au niveau local, la décision d'entreprendre s'improvise chez les femmes mais cette décision est souvent tributaire du contexte et de l'environnement socio-économique et culturel dans lequel elles vivent. Certaines femmes se lancent dans l'entrepreneuriat par opportunisme ou par l'héritage en perpétuant une activité, un savoir-faire qui leur a été transmis par les plus anciens.¹¹ Le tannage qu'exercent les femmes à Guédiawaye est l'exemple d'une activité, d'un savoir-faire qui se perpétue entre les générations. Par ailleurs, les femmes entreprennent par nécessité et pour faire face à la crise. Elles se déploient dans l'activité qui leur est le plus accessible et pour laquelle elles estiment disposer des ressources minimum (savoir-faire, accessibilité, etc.) pour pouvoir l'exercer. Elles peuvent bénéficier plus tard d'un accompagnement (formation, financement, formalisation, etc.) leur permettant de renforcer leurs capacités techniques, de production et de commercialisation.

¹⁰ PÉRON, Michel. *Propos liminaires sur l'esprit entrepreneurial et le capitalisme anglo-saxon* In : *Les sociétés entrepreneuriales et les mondes anglophones : Cultures, contexte, perspectives* [en ligne]. Paris : Presses Sorbonne Nouvelle, 2013 (généré le 13 mars 2019). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/psn/7839>>. ISBN : 9782878549072.

¹¹ « Ceux qui héritent d'un métier trouvent un terrain mieux préparé grâce à la pratique de transmission de patrimoine (...) et quelquefois une légitimation sociale de leur statut. » Abdou Salam Fall et Alioune Mboup, « Pratiques de la médiation dans le secteur informel à Dakar », *Bulletin de l'APAD* [En ligne], 9 | 1995, mis en ligne le 26 juillet 2007, consulté le 09 mars 2022. URL : <http://journals.openedition.org/apad/1491> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/apad.1491>

L'entrepreneuriat des femmes est également un moyen de renforcement de l'estime de soi. Les femmes entrepreneures renforcent leur pouvoir d'agir dans leur ménage et bénéficient d'une plus grande considération en ce sens que l'entrepreneuriat leur permet d'être autonome financièrement et de pouvoir prendre en charge certaines dépenses liées notamment à l'éducation des enfants, aux dépenses du ménage, mais aussi aux dépenses liées aux cérémonies (baptêmes, mariages, etc.).

Toutefois, l'entrepreneuriat féminin est tributaire de beaucoup de contraintes relatives à l'environnement des affaires mais aussi à l'éducation financière, à l'inclusion financière et à l'environnement culturel. Le cadre institutionnel, réglementaire est un facteur déterminant à l'expansion de l'entrepreneuriat. L'éducation financière doit être une priorité pour le renforcement des capacités des femmes entrepreneures. La budgétisation, l'épargne, la gestion des dettes, les services financiers, les négociations financières sont autant de modules prioritaires pour la capacitation des femmes.

La mise en place, en Avril 2018, de la DER/FJ constitue un moyen de résorber le déficit de financement des femmes et des jeunes de moins de 40 ans. Les femmes et les jeunes ont du mal à bénéficier de financement venant des banques classiques à cause des garanties qu'exigent ces institutions mais à côté les Services Financiers Décentralisés (SFD) peuvent accorder du crédit avec moins d'exigences mais à des taux pouvant aller au-delà de 20%.¹²

Les organisations de femmes et le Syndicalisme

Les femmes du secteur informel ont un rapport différent au syndicalisme en ce sens qu'elles n'ont pas en face un patronat à qui des doléances peuvent être soumises dans le cadre normatif des rapports de travail employeurs-employés. Elles s'auto-emploient et travaillent hors des cadres régissant le travail salarial. En l'absence de patronat comme vis-à-vis, l'action syndicale est plutôt perçue comme un soutien au renforcement de capacités, à la formation, à l'accès au financement et à la formalisation.

Conclusion et recommandations

La caractéristique transversale à toutes les organisations de femmes c'est qu'elles commencent toutes dans l'informel. Elles peuvent, avec le temps et avec le soutien de certains partenaires

¹² Cissé O. 2019. « La microfinance est le secteur clé de l'inclusion financière au Sénégal » Courrier du consommateur, numéro spécial, février 2019, P. 8.

(UNSAS), s'inscrire dans la voie de la formalisation. Toutes les organisations de femmes ne s'organisent pas de la même manière notamment pour ce qui concerne l'approvisionnement, la transformation, le stockage et la commercialisation des produits. On peut ainsi déceler trois types d'organisation : 1. l'organisation achète les intrants et commercialise les produits finis c'est le cas du GIE des transformatrices de Guédiawaye et du groupement des femmes transformatrices de Yenne. 2. l'organisation peut acheter et stocker les intrants pour les revendre aux membres qui vont à leur tour travailler/transformer et commercialiser individuellement leur production : c'est l'exemple des tanneuses de Guédiawaye. 3. L'organisation est une entité qui fédère les femmes et permet de défendre leurs intérêts communs mais chaque membre travaille pour son propre compte. C'est le cas des femmes transformatrices de produits halieutiques de Mbao.

La formalisation constitue un défi et les organisations de femmes sont réceptives à l'appui de l'UNSAS dans ce sens. Le renforcement de capacités en gestion, santé et sécurité au travail, alphabétisation se révèle très apprécié par les différentes organisations.

Recommandations pour L'UNSAS

- Communiquer pour rendre visible ses actions,
- Mettre en place le site internet de l'UNSAS,
- Identifier les besoins des cibles et partager les bonnes pratiques,
- Intensifier les actions sur la protection sociale,
- Faire le plaidoyer pour l'amélioration de l'offre de services sanitaires,
- Travailler au rétablissement de l'esprit solidaire chez les femmes pour les mutuelles,
- Plaidoyer pour une réduction des taux de remboursement des prêts au sein des mutuelles de crédit (le surendettement des femmes plombe leurs activités).

Bibliographie

- ANDRE L.**, « Le travail des femmes à l'heure de la mondialisation néo-libérale », Les cahiers des femmes, numéro 4, pp. 51-55.
- ANSD**, 2017. Recensement Général des Entreprises du Sénégal, 120 p.
- CECILE G.**, 2009, « Le syndicalisme à l'épreuve de la féminisation », Revue Politix, numéro 78, pp. 39-63.
- Cissé O.** 2019. « La microfinance est le secteur clé de l'inclusion financière au Sénégal » Courrier du consommateur, numéro spécial, février 2019,
- DHARAM G.**, 2003, « Travail décent : concept et indicateur », *Revue internationale du Travail*, numéro 2, pp. 122-157.
- DIAGNE K., SEYE M., NDIAYE M. D. , FALL A. S.**, 2018. Inclusion financière des femmes chefs d'entreprises, LARTES-IFAN, 103 p.
- Fall A. S., Mboup A.**, « Pratiques de la médiation dans le secteur informel à Dakar », *Bulletin de l'APAD* [En ligne], 9 | 1995, mis en ligne le 26 juillet 2007, consulté le 09 mars 2022. URL : <http://journals.openedition.org/apad/1491> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/apad.1491>
- Favreau, L., Fall A. S.**, 2007. *L'Afrique qui se refait, Initiatives socioéconomiques des communautés et développement en Afrique Noire*, Presses de l'Université du Québec, 412 p.
- Favreau L., Hébert M.**, 2012. *La transition écologique de l'économie : la contribution des coopératives et de l'économie solidaire*, Presses de l'Université du Québec, 152p.
- Mbaye A. A.**, 2021. Quelle réponse politique à la lancinante question de l'emploi des jeunes sénégalais ? État des lieux et plan d'action opérationnel, Contribution de l'UCAD à l'emploi des jeunes, UCAD, 42 pages
- RACHEL S.**, 2006, « le défi de l'égalité hommes/femmes dans le syndicalisme », *Mouvement*, numéro 43, pp. 23-29.
- RACHEL S.**, 2009, « L'égalité des genres dans le syndicalisme : quelques expériences européennes », Caisse national d'allocation familiale, numéro 151, pp. 62-70.
- SASKIA S.**, 2006, « Vers une alternative de la mondialisation : les circuits de survie et leurs acteurs », Cahier du genre, numéro 40, pp. 67-89.
- Shuerkens U., Seye M., Manga P.** Manager dans l'ère de la « glocalisation » actuelle : la nouvelle génération des entrepreneurs dakarois appartenant aux nouvelles classes moyennes au Sénégal, à paraître chez Karthala,

SOKHNA DIARRA M., BAURICE YOUNOUSS D., BATOR A. et al, 2018, L'impact de l'APE sur l'emploi des femmes : quelle contribution des investissements publics ? Une analyse en EGC dynamique appliquée, rapport final.

SOULEYE K., 2002, le secteur informel en Afrique Subsaharienne francophone : vers la promotion d'un travail décent, BIT.

VANESSA G., 2008, Genre, travail et mondialisation : un accroissement de la précarisation du travail non formel.